

COLONIALISME DÉMOCRATIQUE

Bush invente le « Grand Moyen-Orient »



Ne sachant trop comment remodeler le Proche-Orient, Washington, après quelques hésitations, a opté pour l'invention du « Grand Moyen-Orient ». Ce concept géographique nouveau désigne les États allant des puits de pétrole du Sahara Occidental aux pipelines du Pakistan, à l'exception des pays de l'« Axe du mal » et d'Israël qui est déjà démocratisé. Cette zone est vouée aux bienfaits de la démocratie de marché grâce à l'intervention de groupes de la société civile sélectionnés par Madeleine Albright et subventionnés par le Département d'État.

page 2

**Plaider la
démocratie et
combattre la
liberté
d'expression**

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

La liberté d'expression est le préalable de la démocratie. Cette définition est illustrée a contrario par le traitement arbitraire infligé aux citoyens qui dévoilent des mensonges d'État. Daniel Ellsberg, qui diffusa à la presse les *Pentagon Papers*, salua Mordechai Vanunu qui avait transmis des photos d'installations nucléaires israéliennes à la presse. Il vient d'être libéré après dix-huit ans d'incarcération.

page 7

REPÈRE : 19 AVRIL 1995

Questions sans réponses à Oklahoma City

À 9 h du matin, une explosion détruit un immeuble fédéral à Oklahoma City, tuant près de 200 personnes, dont de très nombreux enfants. Très vite le FBI arrête Tim McVeigh et Terry Nichols, deux militants d'extrême droite en lutte partisans de la libre détention d'armes. Ils auraient voulu venger les membres de la secte des Davidiens, tués par le FBI à Waco en 1993. Mais on découvre que le FBI, qui avait infiltré le groupe de McVeigh, avait évacué ses bureaux avant l'explosion sans informer les autres occupants de l'immeuble. De plus, la presse filme dans les décombres deux bombes « sophistiquées », alors que la thèse officielle se borne à un camion piégé au nitrate d'ammonium. Lors du procès de Nichols, en mars 2004, il sera établi qu'il a rencontré aux Philippines Abu Sayyaf. Or, son groupe islamiste avait enlevé un ressortissant états-unien pour obtenir la libération de Ramzi Yousef, impliqué dans l'attentat de 1993 contre le World Trade Center de New York. Quoi qu'il en soit, la thèse officielle du « terroriste solitaire » sera maintenue coûte que coûte. ■



WASHINGTON FAIT ÉCHOUER LA RÉOLUTION CUBAINE SUR GUANTANAMO

Après avoir protesté avec véhémence contre l'absence de condamnation de la Chine, de la Russie et du Zimbabwe par la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève, les États-Unis se sont livrés à leur tour à des contorsions diplomatiques pour faire échouer un projet de résolution les concernant. Cuba entendait faire condamner les conditions de détention sur la base militaire états-unienne de Guantanamo. Plus de 660 membres présumés d'Al Qaïda y sont en effet détenus sans aucun statut juridique et sans accès aux droits élémentaires de la défense. Au terme d'intenses négociations parallèles, Washington a réussi à repousser le débat à une date bien ultérieure, alors que la Cour suprême des États-Unis doit rendre un avis sur cette question au mois de juin. Lorsque le débat reprendra à Genève, le pouvoir cubain sera-t-il encore en place à La Havane ? ■

Colonialisme démocratique

Bush invente le « Grand Moyen-Orient »

Ne sachant trop comment remodeler le Proche-Orient, Washington, après quelques hésitations, a opté pour l'invention du « Grand Moyen-Orient ». Ce concept géographique nouveau désigne les États allant des puits de pétrole du Sahara Occidental aux pipelines du Pakistan, à l'exception des pays de l'« Axe du mal » et d'Israël qui est déjà démocratisé. Cette zone est vouée aux bienfaits de la démocratie de marché grâce à l'intervention de groupes de la société civile sélectionnés par Madeleine Albright et subventionnés par le Département d'État.



Le 9 mai 2002, le président Bush annonçait incidemment dans un discours à l'université de Caroline du Sud son intention de lancer une initiative de partenariat avec le Proche-Orient (Middle East Partnership Initiative - MEPI). Il se serait agi aussi bien de promouvoir la littérature que la création d'entreprise, mais aussi de soutenir de grands projets comme la création d'une zone régionale de libre-échange et celle d'un forum sur la réforme judiciaire. Ce programme de subventionnement était présenté au contribuable états-unien comme une nécessité de sécurité nationale : le développement du Proche-Orient mettrait fin au terrorisme.

Pour les populations concernées, cette rhétorique, commune chez les Atlantistes, est injurieuse. Elle se fonde sur des présupposés psycho-ethniques : les musulmans vivent dans des pays sous-développés et non-démocratiques où ils accumulent des frustrations ; leur jalousie pour le mode de vie occidental les



Elizabeth Cheney

pousse à commettre des attentats terroristes contre des innocents. Il faut donc résoudre leurs problèmes à leur place.

Le concept, encore imprécis, d'initiative de partenariat avec le Proche-Orient fut âprement discuté à Washington. À l'approche de l'invasion de l'Irak, le département d'État voulait offrir un espoir au monde arabe. Tandis que le Pentagone imaginait la bataille d'Irak

comme la première étape du remodelage du Proche-Orient. Le 10 juillet 2002, le Conseil consultatif de la politique de défense, présidé par Richard Perle, écouta un long exposé sur l'infériorité de la culture musulmane et la nécessité d'en détruire le noyau central : la tutelle des Séoud sur La Mecque. En définitive, le 12 décembre 2002, le secrétaire d'État Colin L. Powell annonça devant la très réactionnaire Fondation Héritage qu'il formalisait la MEPI en un simple programme de subventions doté de 90 millions de dollars pour 2003 [1]. Il est subdivisé en quatre piliers :

- ▶ Économie : aide à la compétitivité, aide à l'investissement, aide à la création d'entreprises ;
- ▶ Politique : renforcement de la société civile, promotion de l'État de droit, renforcement du pluralisme des médias ;
- ▶ Éducation : accès de tous à l'école, amélioration des enseignements, promotion des qualifications adaptées au marché du travail ;
- ▶ Droit des femmes.

Le tout pour l'ensemble des États allant du Maroc à l'Arabie saoudite, et excluant la Libye, Israël, la Syrie et l'Irak, selon un découpage administratif en cours à Washington, mais sans réalité géopolitique [2]. Ce programme, somme toute très limité, fut confié au secrétaire d'État adjoint Richard Armitage et à la directrice du Bureau des affaires proche-orientales, Elizabeth Cheney (fille du vice-président Dick Cheney notoirement opposé au MEPI). Bref, les grands mots se diluèrent dans la bureaucratie washingtonienne.



Middle East Partnership Initiative
Zone d'influence

La MEPI fut relancée, le 6 novembre 2003, par le président George W. Bush lors de son discours à la **Fondation nationale pour la démocratie (NED)**. Il replace alors l'initiative dans le cadre d'un plan plus général d'ingérence démocratique pour transformer le Proche-Orient. 40 millions de dollars supplémentaires sont débloqués pour financer des associations pro-états-uniennes et des médias de propagande pudiquement qualifiés « *d'organes de diplomatie publique* » [3]

Dans la pratique, la MEPI restait aussi floue : aucune stratégie lisible, mais une accumulation d'opérations de plus ou moins grande envergure utiles à court terme. Ainsi les deux premiers congrès internationaux organisés par la MEPI, le Forum judiciaire de Manama (15-17 septembre 2003) et le Forum économique arabe de Detroit (28-30 septembre 2003), furent dominés par les questions relatives aux bonnes affaires irakiennes et au projet de constitution pour l'Irak. Le troisième congrès, Vers une nouvelle architecture financière du monde arabe, fut en réalité une récupération du symposium annuel de l'Union des banques arabes à Beyrouth (9-10 octobre 2003) pour tenter de leur imposer des normes en matière de lutte contre le financement du terrorisme et pour mettre en place un système bancaire libéral en Irak.

S'appuyant sur le Rapport sur le développement humain arabe, publié par les Nations Unies, l'administration Bush révisa sa copie et imagina une initiative pour le Grand Proche-Orient (Greater Middle East Initiative - GMEI). Ce projet, qui doit être présenté en juin 2004 au sommet du G8 de Sea Island (Géorgie), a fuité dans *Al Hayat* en février.

Dans un premier temps, il a été présenté par le département d'État comme la réédition dans le monde arabe du processus d'Helsinki qui aurait amené la démocratie dans l'ancien empire soviétique. Cette comparaison suscita immédiatement un rejet par tous les États intéressés. Comme le fit remarquer le prince Saoud al-Faisal, « *Les résultats sur l'Union soviétique sont bien connus. Elle a été brisée. Elle a souffert de privations économiques. Son peuple a été le plus malheureux pendant deux décennies* ». Et le docteur Marwan Muasher, ministre jordanien des Affaires étrangères, de conclure : « *Notre objectif est que ce document ne voit jamais le jour* ».



Greater Middle East Initiative
Zone d'influence

Le Grand Proche-Orient est un concept bureaucratique surprenant. Il comprend les États de la MEPI, plus l'Afghanistan, le Pakistan, l'Irak et la Turquie (éventuellement la Libye, ce n'est pas tout à fait clair). La zone concernée correspond en fait aux critères de la guerre au terrorisme, ce qui en dit long sur les objectifs réels du plan. Plusieurs auteurs ont relevé une similitude avec un ancien plan du Likoud de remodelage de la région qui permettrait le développement territorial d'Israël et l'affaiblissement des autres États de la région.

Aussi, dans un second temps, l'administration Bush a évacué la comparaison au

processus d'Helsinki. D'autant que les accords d'Helsinki comprenaient trois « *corbeilles* », la première pour la sécurité, la seconde pour l'économie et la troisième pour les Droits de l'homme. Or, dans le cas du GMEI, Washington n'a absolument pas l'intention d'évoquer les problèmes régionaux de sécurité qui impliqueraient le règlement de la question palestinienne et l'évacuation de l'Irak.

On peut mesurer l'évolution des intentions états-uniennes au regard de deux événements. Le GMEI a provoqué une rupture au sein de la Ligue arabe entre les États dont les gouvernements se mettent à la remorque de Washington et les autres. En définitive, le président tunisien, Ben Ali, a annulé le sommet la veille de sa tenue pour couper court au débat. Simultanément, la Fondation nationale pour la démocratie (NED/CIA) accélère son ingérence. Elle a ainsi organisé un Congrès des démocrates du monde islamique à Istanbul (12-15 avril 2004).



Madeleine Albright

Pendant trois jours, 190 délégués ont débattu pour ratifier une charte pré-écrite, la Plate-forme pour la gouvernance démocratique dans le monde musulman. On a donc vu l'Institut démocratique national pour les Affaires internationales (NDI) de Madeleine Albright donner des cours de bonne conduite à des leaders musulmans. Ainsi, un État dont le président n'a pas été élu, mais désigné par fraude, qui a suspendu une partie des libertés fondamentales (USA Patriot Act), qui a

construit un camp de concentration (Guantanamo), qui assassine les journalistes de télévision arabe, qui organise des coups d'État (**Venezuela**, **Géorgie**), qui attaque et occupe d'autres États (Afghanistan, **Irak**), qui enlève un président élu (**Haïti**), qui approuve des exécutions extra-judiciaires et des annexions territoriales (**Palestine**) etc. se pose en modèle de démocratie. Le paradoxe est que le niveau d'exigence des participants musulmans étant plus élevé que celui des organisateurs états-uniens, certains d'entre eux ont utilisé la tribune qui leur était offerte pour stigmatiser la politique de Washington et ont observé que bien des points de la charte ne sont pas remplis par les États-Unis.

Sans peur du ridicule, les orateurs états-uniens ont félicité la Turquie, pays hôte, pour son évolution démocratique, alors qu'elle est aujourd'hui dirigée par un parti politique qu'ils firent interdire et qu'ils condamnèrent la décision du Parlement turc de ne pas participer à l'invasion de l'Irak. Et avec la condescendance propre aux empires, les mêmes orateurs ont disserté sur la compatibilité de l'islam et de la démocratie, au moment même où leur président recevait Ariel Sharon à la Maison-Blanche et en souscrivant à la notion d'« *État juif* » rejetait les droits inaliénables des Palestiniens.

Le 19 février, Dominique de Villepin, en expliquant la position française au *Figaro*, condamnait sans appel la démarche de Washington : « *Il faut partir des besoins et des attentes des pays du Moyen-Orient et ne pas chercher à leur dicter des solutions. Il est donc important de les associer le plus en amont possible à notre réflexion, dans la logique d'un véritable partenariat. Il faut aussi éviter une approche trop uniforme : on ne peut traiter de la même façon le Maghreb, le Proche-Orient et les pays du Golfe. On ne doit pas davantage*

tout centrer sur les questions de sécurité. Pour réussir, notre démarche doit être globale et prendre en compte toutes les dimensions, politique, économique, sociale, culturelle, éducative. Sinon, notre initiative risque d'apparaître comme étant motivée par nos seuls intérêts de sécurité plutôt que par le souci du développement de la région. Enfin, si nous voulons être crédibles, nous ne pouvons pas ignorer le conflit israélo-palestinien. Recréer une dynamique de paix est une condition indispensable à toute initiative dans la région. (...) Nous sommes opposés à des stratégies qui seraient celles d'un Occident inquiet cherchant à imposer de l'extérieur des solutions toutes faites. »

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] Les chiffres annoncés ne correspondent pas aux sommes effectivement dépensées. Le budget réel de la MEPI était de 29 millions de dollars pour la fin 2002, 90 millions pour 2003, et devrait être de 89 millions pour 2004.

[2] L'Iran, qui était initialement exclu du programme devrait faire l'objet de 1,5 millions de dollars de subventions en 2004. Elles seront destinées aux associations anti-gouvernementales.

[3] Le président Bush annonce une enveloppe de 80 millions de dollars, mais seuls 40 sont destinés aux États de la MEPI.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Plaider la démocratie et combattre la liberté d'expression

Analyse

Le Réseau Voltaire aime à souligner que la liberté d'expression n'est pas le signe de la démocratie, mais son préalable. Cette définition est illustrée a contrario par le traitement arbitraire infligé aux citoyens qui dévoilent des mensonges d'État pour vivifier le débat public.

Ainsi, Daniel Ellsberg, qui viola le secret national et diffusa à la presse les *Pentagon Papers* montrant l'ineptie de la guerre du Viêt-Nam, salua Mordechai Vanunu dans le *Los Angeles Times*. Le technicien, qui avait violé le secret militaire en transmettant des photographies d'installations nucléaires israéliennes à la presse, vient d'être libéré après dix-huit ans d'incarcération dont onze ans de confinement. Il faudra encore beaucoup d'Ellsberg et de Vanunu pour que nos débats puissent être démocratiques.

L'aspect le plus élémentaire de la liberté d'expression, c'est la liberté de la presse. À ce sujet, Arthur Neslen, correspondant d'Al-Jazeera à Londres, témoigne dans le *Guardian* de la télé-réalité arabe. Al-Jazeera, Al-Arabiya et d'autres filment au jour le jour la réalité de la violence états-unienne en Afghanistan et en Irak. Plus d'une vingtaine de leurs journalistes ont été arrêtés et emprisonnés par la Coalition. L'un a été torturé, un second a été déporté à Guantanamo, un troisième a été tué. C'est aussi la réalité du comportement des États dits démocratiques face à la liberté d'expression des Arabes.

La démocratie est si appréciée que chacun s'en réclame, surtout lorsqu'il ne la respecte pas.

Ainsi, le sociologue irakien Subhi Toma, de retour de Bagdad, a accordé un

entretien au *Courrier de Genève* avant la **conférence de la résistance irakienne** qui se tiendra à Paris le 15 mai. Il relate la situation sociale de son pays : la déréglementation forcée, le pillage économique par la Coalition, l'abolition de la laïcité, la régression des droits des femmes, mais aussi l'arrivée des mafias états-uniennes et la diffusion des drogues. Selon lui, ce sont ces faits et rien d'autre qui ont dressé toute la population contre les soldats de la Coalition qui croyaient venir en libérateurs. Pour faire face à l'insurrection, les États-Unis n'ont plus guère de choix : soit détourner l'attention du monde en suscitant un autre conflit ailleurs et profiter de cette diversion pour réprimer dans le sang, soit détourner la colère des Irakiens contre eux-mêmes en provoquant la guerre civile.

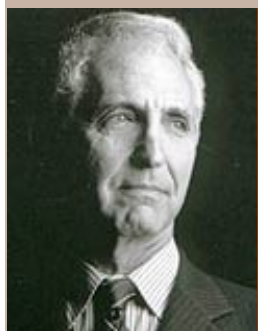
Nir Boms et Erick Stakelbeck de la Fondation pour la défense des démocraties s'indignent dans le *Washington Times* de la non-participation de l'Iran, de la Syrie et de l'Arabie saoudite à la conférence sur l'islam et la démocratie à Istanbul. Les deux auteurs y voient la preuve de la volonté anti-démocratique de ces États. Cependant cette conférence était organisée par la Fondation nationale pour la démocratie, un appendice de la CIA. L'on pourrait donc soutenir, au contraire, qu'y participer était une preuve d'absence de souveraineté et donc d'absence de démocratie.

La démocratie, c'est aussi le renoncement mutuel au recours à la violence. Walyer Russell Mead, chercheur au Council on Foreign Relations, explique aux lecteurs du *New York Times* que, vérification faite sur place, les Arabes ne sont pas opposés à l'existence d'Israël, mais révoltés par le sort imposé aux Palestiniens. Le conflit pourrait donc prendre fin et Washington retrouver du crédit dans la région si l'on décidait de respecter les résolutions de l'ONU et que l'on proposait une indemnisation aux Palestiniens déracinés. On observera que ces réflexions simples sont si peu évidentes aux élites états-uniennes qu'elles doivent faire l'objet d'une tribune d'un chercheur renommé dans le plus grand quotidien du pays.

Enfin, Daniel Pipes se félicite du message fort envoyé par Sharon aux Palestiniens : en assassinant successivement deux leaders du Hamas, le Premier ministre israélien leur a montré que la violence ne paie pas, écrit-il dans le *Jerusalem Post*. Cette remarque s'applique à la violence palestinienne et il ne vient pas à l'esprit de l'auteur que la violence, lorsqu'elle est israélienne, puisse ne pas payer.

Réseau Voltaire

Daniel Ellsberg



Daniel Ellsberg est ancien fonctionnaire au département d'État et vétéran de la Guerre du Vietnam. Il a participé à la communication à la presse de documents secrets révélant les mensonges de Washington sur cette guerre ce qui lui a valu un procès. Il est l'auteur *Secrets : a Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*.

« Le "crime" du héros nucléaire nous a mis plus en sécurité »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Nuclear Hero's 'Crime' Was Making Us Safer », par Daniel Ellsberg, *Los Angeles Times*, 21 avril 2004.

Mordechai Vanunu est le héros de l'ère nucléaire : il a risqué sa vie pour prévenir le monde et son pays de l'extension du danger nucléaire auquel nous faisons face. Il a payé un grand prix pour avoir fait ce qu'il devait faire et ce que d'autres auraient dû faire.

Le « crime » de Vanunu a été commis en 1986 quand il a donné au *Sunday Times* des photos qu'il avait prises des infrastructures nucléaires israélienne dans lesquelles il travaillait comme technicien. Par cet acte, il a montré un programme nucléaire d'une ampleur que la CIA ne soupçonnait même pas. Il a été enlevé à l'aéroport de Rome par le Mossad, jugé devant une cour à huis clos et condamné à 178 ans de prison, dont les premières 11 années et demie ont été passées en confinement. Il va être libéré aujourd'hui, mais sa « liberté » est limitée : il ne peut pas quitter Israël et il doit rester dans une même ville. Il ne peut pas communiquer avec des étrangers par quelque moyen que ce soit (c'est une mesure purement punitive, les informations dont il dispose étant totalement obsolètes).

L'ironie est qu'Israël est l'un des pays qui appelle le plus à la lutte contre la prolifération nucléaire. Ce pays mène pourtant une politique contre productive dans ce domaine et c'est ce que Vanunu souhaitait révéler pour provoquer un débat démocratique sur la question. La décision de devenir une puissance nucléaire ne s'est jamais faite démocratiquement dans aucun pays et il faut plus de Vanunu, pas seulement en Israël. Toutes les puissances nucléaires ont des programmes secrets en violation du Traité de non prolifération nucléaire et chaque fonctionnaire en ayant connaissance devrait faire ce qu'a fait Vanunu ou ce que j'ai fait en 1971.

Arthur Neslen

Arthur Neslen était jusqu'à la semaine dernière le correspondant à Londres d'aljazeera.net. Il est en train d'écrire un livre sur l'identité israélienne.

« Télé réalité »

Source : The Guardian

Référence : « Reality television », par Arthur Neslen, *The Guardian*, 21 avril 2004.

Récemment, les États-Unis ont exigé le départ d'Al-Jazeera de Faludja parmi leurs conditions de cessez-le-feu dans la ville. Ils menacent également de fermer son bureau à Bagdad.

Depuis le début de la « guerre au terrorisme », Al-Jazeera est la cible du **Pentagone** car elle montre les carnages commis par les troupes états-uniennes. Les néo-conservateurs plaident pour la démocratisation, mais n'acceptent pas la liberté des médias dans le monde arabe initiée en 1996 par Al-Jazeera et depuis développée par l'émergence de nouveaux médias arabes dont **Al-Arabiya**, une chaîne dont les bureaux à Bagdad ont été fermés et dont deux journalistes ont été tués.

En novembre dernier, un caméraman d'Al Jazeera a été arrêté et battu pendant un mois en Irak par les États-Unis, 20 autres journalistes de la chaînes ont déjà été arrêtés et l'un d'eux a été tué. Durant l'invasion, le site d'Al-Jazeera a été piraté et mis hors service et le coupable, un américain qui encourait une peine de 25 ans de prison, a été condamné à 1000 heures de travaux d'intérêt général. Les bureaux de la chaîne ont été bombardés et un journaliste afghan est toujours à **Guantanamo**.

Le travail d'Al-Jazeera est en réalité honnête et il s'agit d'une des rares chaînes arabes qui laisse également s'exprimer des responsables états-uniens, britanniques et israéliens.

Subhi Toma

Sociologue irakien exilé en France, Subhi Toma est un opposant de la première heure au régime de Saddam Hussein. Il vient de se rendre dans son pays pour le compte de l'ONG Enfants du Monde.

« Les Américains ont multiplié les erreurs »

Source : Le Courrier de Genève

Référence : « Les Américains ont multiplié les erreurs », par Subhi Toma, *Le Courrier de Genève*, Ce texte est adapté d'une interview.

Contrairement à ce que ses conseillers font dire à Bush, l'insurrection en Irak n'est pas le fait de minorités antidémocratiques ou de ba'asistes. L'arrestation de Saddam Hussein a mobilisé tous ceux qui craignaient de se battre pour le dictateur. Les États-Unis se sont aliénés leurs alliés chiites en voulant s'attaquer à Moqtada Sadr.

Les États-Unis ont instauré des politiques ultra libérales, servilement relayées par le Conseil de gouvernement irakien, en affirmant que cela allait entraîner

une démocratisation du pays alors que cela n'a fait que livrer le pays au pillage. Autrefois, sous la dictature, les marchés irakiens étaient remplis de produits locaux, mais aujourd'hui tout part vers le Koweït qui paye à prix d'or ces ressources. Cette situation a fait basculer le pays entier dans la résistance. C'est toutefois un mouvement qui est né dès le pillage des musées lié aux trafiquants d'art américains et à la mafia. Beaucoup des exilés irakiens recrutés par l'administration Bush étaient membres de mafias (comme c'est le cas avec les Cubains anti-castristes) et ce sont eux qui ont déboulonné la statue de Saddam Hussein. Aujourd'hui ils approvisionnent les soldats états-uniens en drogue dure en utilisant les enfants des rues. Ce sont ces enfants qu'Enfants du Monde prend en charge prioritairement et nous parvenons à conserver un centre à Bagdad malgré le rôle délétère des forces d'occupation et des gens d'Amhed Chalabi.

Même les Irakiens opposés à l'invasion pensaient que nous assisterions à une libéralisation du pays mais on assiste à sa coupe en règle. Les soldats états-uniens se croient au Far West. Dans la plupart des cas se sont de bons bougres, mais ils sont totalement dépassés par les événements. Comme pour le 11 septembre, il faudrait enquêter sur les rétentions d'information.

Les chiites ne veulent pas de la démocratie, ils veulent la charia. Le Code de la famille irakien, le plus progressiste de tout le monde arabe, a été aboli ce qui a entraîné un recul de la condition féminine de dix siècles. Comme il les gênait, les États-Unis se sont attaqués à Moqtada Sadr en provoquant l'affrontement, mais ils ont mal choisi le moment alors que Faludja était en train de se soulever. Ils n'avaient cependant pas vraiment le choix car ils voulaient s'en débarrasser avant le 30 juin, date à laquelle ils veulent se tenir pour des raisons électorales. Aujourd'hui, pour sortir du merdier qu'ils ont créé, les États-Unis ont deux choix : créer une diversion en autorisant Israël à bombarder les centrales iraniennes ou utiliser la guerre civile en Irak.

Nir Boms, Erick Stakelbeck

Ancien fonctionnaire à l'ambassade d'Israël aux États-Unis, Nir Boms est vice-président de la Foundation for the Defense of Democracies et membre du Council for Democracy and Tolerance de Tashbih Sayyeddu cabinet Benador associates.

Erick Stakelbeck est rédacteur pour l'Investigative Project, un institut de recherche sur le terrorisme basé à Washington.

« Les promesses saoudiennes »

Source : Washington Times

Référence : « Saudi promises », par Nir Boms et Erick Stakelbeck, *Washington Times*, 21 avril 2004.

Sous les Auspices de l'ONU et du **National Democratic Institute for International Affairs**, des représentants de 14 pays musulmans se sont rencontrés à Istanbul du 12 au 14 avril pour discuter des réformes démocratiques au Proche-Orient. Sans surprise, l'Iran et la Syrie ont boycotté la réunion, mais l'Arabie saoudite non plus n'est pas venue en dépit de son alliance avec les États-Unis et des déclarations de l'administration Bush sur le sérieux des efforts de réformes dans le royaume.

Le dernier exemple de la répression des voix démocratiques dans le royaume saoudien a eu lieu le 16 mars quand 12 réformateurs ont été arrêtés et accusés de « saper l'unité nationale et les principes de la société islamique ». Trois sont encore en prison et les autres ont été libérés sous conditions qu'ils ne quittent

pas le pays et ne s'adressent pas aux médias. Les 12 demandaient aux Séoud de constituer une monarchie constitutionnelle accordant des droits aux femmes, la liberté religieuse et de la presse et ils souhaitaient établir une commission indépendante des Droits de l'homme. Il est curieux que cela leur soit reproché alors que l'ambassadeur saoudien aux États-Unis affirmait que les organisations de Droits de l'homme sont les fondements de la réforme.

En fait, l'Arabie saoudite a créé sa propre organisation de défense des Droits de l'homme fantoche. Celle-ci ne trompe plus personne et les pétitions demandant plus de réformes se multiplient. **Colin Powell** s'est dit préoccupé par la situation des Droits de l'homme dans le royaume et a affirmé vouloir construire un dialogue avec les réformateurs du pays.

Walter Russell Mead



Walter Russell Mead est chercheur au Council on Foreign Relations et auteur de *Power, Terror, Peace and War : America's Grand Strategy in a World at Risk*.

« Pourquoi ils nous détestent, vraiment »

Source : New York Times

Référence : « Why They Hate Us, Really », par Walter Russell Mead, *New York Times*, 21 avril 2004.

Lors des cinq dernières semaines, j'ai voyagé au Proche-Orient en réalisant des entretiens avec des personnes de tout bord. J'ai appris que la plus grande cause d'antiaméricanisme n'est pas la Guerre d'Irak ou le soutien à Israël, mais la croyance dans le fait que les États-Unis se moquent des souffrances des Palestiniens.

La grande majorité des personnes que j'ai rencontrées est prête à tolérer un État juif, même au-delà des frontières de 1967. Ils comprennent que les Palestiniens ne retourneront pas tous dans leur foyer et ils comprennent la proximité entre Israël et Washington. Ils veulent aussi de l'aide de Washington pour réformer politiquement la région et soutenir la coopération régionale pour la croissance économique et la lutte contre le terrorisme. Mais ils ne comprennent pas que les États-Unis ne tiennent pas plus compte des Palestiniens.

Ils ont raison et il est d'ailleurs possible d'être plus pro-Palestinien sans être moins pro-israélien, on peut même aider Israël en aidant davantage les Palestiniens. Ainsi, dans ses résolutions, l'ONU prévoit une compensation financière pour les Palestiniens qui ne pourraient pas rentrer dans leurs foyers d'avant 1948. Israël refuse tout retour de ces Palestiniens. Les États-Unis peuvent débloquer cette question en rassemblant les donateurs internationaux afin de verser des compensations aux Palestiniens et construire un consensus international sur ce sujet. Les États-Unis doivent aussi s'engager à aider financièrement le futur État palestinien.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Une stratégie de désastre sans nuance »

Source : Jerusalem Post

Référence : « A strategy of unmitigated disaster », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 21 avril 2004.

Le lendemain du jour où les troupes israéliennes ont tué leur deuxième dirigeant du **Hamass** en moins d'un mois, cette organisation faisait la fière et affirmait que plus Israël ferait de martyrs, plus forts elle serait. Ce type de déclaration est habituelle et **Yasser Arafat** a également déclaré que les destructions rendaient les Palestiniens plus forts.

De moins en moins de Palestiniens croient en cette rhétorique depuis qu'**Ariel Sharon** a pris ses fonctions et a décidé de montrer aux Palestiniens que la violence ne marche pas. Sa politique affecte la vie quotidienne des Palestiniens qui d'après la **Banque mondiale** ont un revenu moyen par habitant et par an de 700 dollars. 84 % vivent en dessous du seuil de pauvreté. Certains ont décrit l'économie palestinienne comme dévastée, mais il ne faut pas non plus exagérer et les aides internationales permettent d'atteindre un revenu annuel moyen par habitant palestinien de 1000 dollars, ce qui est à peu près le revenu en Syrie et ce qui est supérieur à l'Inde.

Sharon a réussi à faire comprendre aux Palestiniens que le terrorisme leur nuisait plus qu'il ne nuisait aux Israéliens et cette idée fait de plus en plus son chemin. Cela a démontré également que les tentatives terroristes pour briser la détermination israélienne ont échoué. Participant de cette stratégie, on peut en conclure que les éliminations de deux dirigeants du Hamass étaient pertinentes.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .